



# P R É C I S

P O U R les Sieurs PIERRE-NICOLAS DUFOUR &  
PIERRE-FRANÇOIS ROLLARD GUELON, Défendeurs,

CONTRE le Sieur Jean-Nicolas Truelle & la De-  
moiselle Marie Papelier.



DANS l'instruction du Procès criminel fait à Vincent Bouillerot, pour raison de *crime de faux & de banqueroute frauduleuse*, il a été décerné deux décrets, à la requête du Ministère Public; sçavoir l'un contre le sieur Truelle, d'assigné pour être oui, & converti depuis en décret d'ajournement personnel, confirmé par Arrêt du 25 Janvier 1758, & l'autre contre la Demoiselle Papelier, d'assignée pour être ouïe.

Par Sentence définitive rendue par le Lieutenant Criminel de Troyes le 18 Juin 1761, il a été enjoint au sieur Truelle d'être *plus circonspect à l'ave-*

A



nir ; & la Demoiselle Papelier : a été admonestée & condamnée en 3 livres d'aumône

L'un & l'autre sont Appellans en la Cour de cette Sentence , & demandent chacun par leur Requête , qu'en l'infirment , ils soient déchargés des condamnations contre eux prononcées , & les sieurs Dufour & Guélon condamnés en des dommages-intérêts qu'ils fixent arbitrairement.

Ces Conclusions renferment deux parties. La première , c'est-à dire *l'appel de la Sentence définitive* , concerne M. le Procureur Général , puisque les decrets n'ont été décernés qu'à la requête du Ministère Public ; par conséquent ce seroit une irrégularité des plus grossières , que d'interjetter appel vis-à-vis desdits sieurs Dufour & Guélon , n'étant pas Parties Civiles contre ces deux co-accusés.

Le seconde , c'est-à-dire *la demande en dommages-intérêts* , pourroit concerner les sieurs Dufour & Guélon , s'ils se l'étoient attirée ; mais c'est une illusion des plus grandes de la part de ces deux co-Accusés : en voici la preuve.

Dans le fait , sur l'apparution que fit le sieur Truelle chez la veuve Flobert , dans le tems même que le Lieutenant Criminel & le Procureur du Roi étoient dans leurs fonctions , la précipitation de ladite Dame Flobert de l'aller joindre au premier étage , & de quitter ces deux Magistrats , l'affectation de rester pendant quelque tems avec le sieur Truelle , & la diversité & changement dans ses réponses aux interpellations à elle faites , surtout *en se rétractant* & en



disant que le matin du 17 Août elle auroit remis les billets dont étoit question au sieur Truelle, sans endossement, & que ce dernier lui en avoit compté la valeur ; tout donna lieu de faire entendre plusieurs témoins, & notamment le sieur Truelle.

Les sieurs Dufour & Guélon ignorent le contenu des dépositions des témoins, mais ce qu'il y a de certain, c'est que cette information communiquée au Procureur du Roi, il a requis un décret contre le sieur Truelle. En effet, il fut décrété d'*assigné pour être oui*, & n'y ayant point satisfait, le décret fut converti en décret d'*ajournement personnel*.

En ce qui concerne la Demoiselle Papelier, ayant été trouvé dans les papiers de Bouillerot trois billets signés *veuve Durand* de Marseille, qu'on présuinoit faux, & qui étoient annoncés tels, le Ministère Public crut qu'il étoit de son devoir d'acquérir des connoissances sur un objet aussi important ; il rendit plainte & requit de son chef une information sur ce qui pouvoit regarder l'état desdits billets.

L'information faite, sont intervenus deux décrets, l'un de *prise decorps* contre Bouillerot, l'autre d'*ajournement personnel* contre la Demoiselle Papelier, le tout à la requête du Ministère Public.

Tels sont les faits dans la plus grande exactitude ; il en résulte par conséquent que si ces deux co-Accusés ont été décrétés, ce n'est point à la requête desdits sieurs Dufour & Guélon, mais certainement à la requête du Ministère Public : décrets dès-lors qui ne les regardent pas, & qui par une certitude morale



ne peuvent les rendre Parties civiles contre ces deux co-Accusés ; dans cette position n'y a-t-il pas de l'absurdité & de l'indécence auxdits Truelle & Demoiselle Papelier de conclure contre lesdits sieurs Dufour & Guelon à des dommages-intérêts ? Pour se convaincre de ce point de vérité il ne s'agit que de se rappeler les principes à cet égard.

Pour être Parties civiles contre quelqu'un , il faut se déclarer tel contre celui qu'on accuse d'avoir commis un crime.

Il y a quelque chose de plus , celui qui a rendu sa plainte n'est pas pour cela Partie civile , car lorsque la plainte ne porte pas *la déclaration d'être Partie civile* , elle ne tient lieu que de dénonciation , suivant l'article 5 du titre 3 de l'Ordonnance de 1670.

Les sieurs Dufour & Guelon ne sont point dans cette position vis-à-vis des sieurs Truelle & Demoiselle Papelier ; & au contraire , bornés au silence à leur égard , ils n'ont fait aucune plainte ni procédure contre ces deux co-Accusés , sinon les simples significations qu'ils ont fait faire au sieur Truelle des décrets décernés contre lui ; comme tenus de toutes les démarches & frais du Procès principal , en leur qualité de Parties civiles seulement contre ledit Bouillerot. Simples spectateurs des démarches du Procureur du Roi & de ses réquisitoires , ils ont vu les décrets décernés sans y prendre aucune part en telle façon que ce puisse être. La procédure , les charges & informations , en un mot toute l'instruction du



Procès de Vincent Bouillerot , rien ne prouvera la moindre démarche de leur part qui ait pû les rendre Parties civiles au Procès contre ces deux co-Accusé.

C'est donc une démarche hazardée , téméraire & répréhensible, de la part de ces deux co-Accusés , que de conclure contre lefd. Dufour & Guélon, à des dommages-intérêts.

L'instruction du procès doit apprendre que Truelle s'est réellement compromis en retirant à la face du Lieutenant Criminel & du Procureur du Roi , des Billets faux qui étoient entre les mains de la Dame Flobert, laquelle à l'instant même, subissoit l'interrogatoire à ce sujet. S'il s'est attiré *une injonction d'être plus circonspect à l'avenir* , il n'y a rien du fait des sieurs Dufour & Guélon ; son appel est téméraire ; peut-être en fera-t-il la victime.

Quant à la Demoiselle Papelier , pourquoi voudroit-elle imputer aux sieurs Dufour & Guélon , la condamnation contre-elle prononcée. Si ses réponses à son interrogatoire , sont conformes à la Requête qu'elle donne en la Cour , elle est mal conseillée d'interjetter appel , puisqu'elle annonce ingénument sa faute.

D'ailleurs , liée d'amitié étroite avec le sieur Bouillerot depuis du temps, croira-t-on qu'elle a fait innocemment & sans aucune réflexion , des corps de Billets de change , & qu'elle les a signés d'un nom étranger. Une fille de vingt-huit à trente ans , élevée dans le Commerce , ne doit point ignorer la forme



d'un billet de change, ni la conséquence de signer un autre nom que le sien propre ; signant un nom emprunté à la sollicitation d'un Tiers, cela devoit lui donner du soupçon : tout autre qu'elle en auroit eû. Il falloit certainement qu'elle en tirât un avantage, puisque l'état d'aisance qu'elle tenoit dans Troyes, étoit fort au-dessus de ses facultés particulieres.

Les sieurs Dufour & Guélon auroient gardé le silence en la Cour, de même qu'ils ont fait à son égard en premiere instance, si elle n'avoit pas eu l'indécence par sa Requête sur l'appel, de conclure contre eux à des dommages-intérêts ; démarche qu'elle n'avoit pas osé tenir en premiere Instance, parce que, dans une Ville où elle étoit connue, la réplique des sieurs Dufour & Guélon, lui eût donné le dernier vernis.

Mais obligés de répondre à une demande aussi hasardée, ils ne peuvent se dispenser de lui donner le coup de pinceau qu'elle mérite, pour fixer davantage sur elle l'attention de la Cour.

Pour le sieur Truelle, il a cru pouvoir, en premiere Instance, comme en cause d'appel, payer d'effronterie, en déclamant de toutes ses forces, contre les prétendus torts que lui ont fait des décrets qu'il s'est seul attiré : torts qu'il ose imputer aux sieurs Dufour & Guélon. S'il se rendoit justice, il n'auroit pas sitôt oublié que si son crédit a souffert depuis quelques années, ce n'a été qu'une suite de son procès avec le nommé de Reims, Laboureur, demeurant aux Bons-Hommes près de Troyes : procès jugé au Parle-



7  
ment il y a peu d'années, d'une façon qui n'a point  
préconisé sa bonne foi.

*Monsieur PINTEREL DE NEUFCHATEL ;*  
*Rapporteur.*

CABARET, Procureur,

---

A PARIS, chez P. G. SIMON, Imprimeur du Parlement,  
rue de la Harpe, à l'Hercule, 1761.